

Semences et organismes génétiquement modifiés

Ce qu'affirment l'industrie et les États

Autour de la conférence de Paris sur le climat, tous les acteurs dominants du marché des semences, notamment des semences génétiquement modifiées, s'activent. Les entreprises de biotechnologies sont les premières à vanter les mérites de leurs innovations brevetées pour sortir de la crise climatique, qui menace directement les équilibres naturels et sociaux.

Seulement quatre multinationales se partagent aujourd'hui près de 75% du secteur des semences (Monsanto, DuPont, Syngenta et Limagrain). La part de marché des 9 plus grandes entreprises semencières de la planète est passée de 12,5% en 1985, à près de 61% en 2012. On retrouve ces entreprises dans l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat (via leurs associations professionnelles). Elles étaient aussi présentes à Paris lors d'une conférence sur « Agriculture et changement climatique » en février 2015. Enfin, lors du Salon international de l'agriculture, le Premier Ministre et le Président de la République ont insisté sur la nécessité d'une relance de la recherche sur les OGM pour l'« agriculture de demain ».

La première des technologies promues par l'industrie OGM, la plus connue, est le développement de semences génétiquement modifiées résistantes aux insectes. La plante OGM produisant son propre insecticide (Bt), les entreprises du secteur affirment que les agriculteurs réduiraient l'apport en intrants chimiques (pesticides), responsables d'une partie des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole. Les producteurs d'OGM promeuvent également des plantes génétiques modifiées capables d'accélérer la capture de CO₂ et donc faire baisser les émissions de gaz à effet de serre. La troisième technologie qu'ils essaient de promouvoir concerne les plantes capables de s'adapter à des conditions climatiques variées. Enfin, les semenciers élargissent leur marché en investissant également dans les services météorologiques et assurantiels aux agriculteurs, de plus en plus stratégiques dans un contexte de changements climatiques.

La réalité

Les OGM ne permettent pas de réduire les émissions, bien au contraire

Les OGM sont loin de représenter une solution à la crise climatique. Les semences transgéniques servent principalement à faciliter les pratiques culturales des grandes exploitations agricoles, favorisant ainsi la concentration. 85% des OGM sont cultivés en Amérique (États-Unis, Brésil, Argentine et Canada) mais destinés à l'exportation. L'agriculture transgénique reste fondée sur la monoculture et des échanges de matières agricoles à travers la planète, responsables d'importantes émissions de gaz à effet de serre via le transport international de marchandises. Les technologies OGM s'inscrivent en réalité dans la continuité du modèle économique actuel, non soutenable et fondé sur les énergies fossiles.

Des technologies qui augmentent le recours aux pesticides toxiques pour l'environnement

70% des semences OGM, propriétés des entreprises issues de la pétrochimie, servent à tolérer de fortes doses d'herbicides (Round Up, Liberty, 2,4-D, etc.) qui polluent les nappes phréatiques et les sols. Cela permet aux multinationales de la pétrochimie d'augmenter leurs ventes de pesticides en même temps que celles de leurs semences. Cinq des six plus grandes entreprises de pesticides font ainsi partie des dix plus grandes entreprises de semences. Comme Syngenta, leader mondial de la vente de pesticides et numéro trois pour les semences ; ou Monsanto, leader mondial du secteur des semences et numéro six pour la vente de pesticides et notamment son fameux Round Up.

La vulnérabilité des agricultures familiales paysannes face à la privatisation des semences

Si les agricultures familiales sont vulnérables aux chocs climatiques, elles ont également démontré leurs capacités à s'adapter sur le long terme. Les savoirs endogènes ont permis une adaptation *in situ* des semences depuis des siècles. L'accès et le contrôle des ressources, notamment des semences, mais aussi à l'information climatique, demeure un élément clé pour l'adaptation aux changements climatiques. Or, on constate une privatisation croissante des semences, y compris *via* la culture des OGM, qui affaiblit la capacité d'adaptation des paysans et la lutte efficace contre les aléas climatiques.

Les réformes législatives destinées à privatiser le secteur des semences, et à introduire les cultures OGM dans de nombreux pays, et en particulier en Afrique se démultiplient. Représentées le plus souvent par des associations et des groupements professionnels, les grandes entreprises multinationales de la semence ont depuis plusieurs années déjà intégré les mécanismes dédiés au secteur privé dans les espaces onusiens (comme le « mécanisme de secteur privé » du comité sur la sécurité alimentaire mondiale). Ce sont également des acteurs majeurs d'initiatives comme la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire du G8 qui ne se destinent pas

seulement à promouvoir et financer des projets agricoles : une de leur dimension spécifique est la mise en place d'un environnement favorable aux investissements. Cela porte préjudice aux systèmes de semences paysannes, pourtant reconnus comme essentiel à la sécurité alimentaire. Sous prétexte d'encourager la recherche et l'innovation pour le bien de tous, le secteur semencier industriel est parvenu à faire reconnaître la propriété intellectuelle sur les semences et à en faire breveter une très grande partie. Ces brevets, qui supposent le paiement d'une redevance de la part des paysans et criminalisent la vente et l'échange de semences paysannes, augmentent la dépendance des paysans et le risque d'endettement lié à l'instabilité des revenus agricoles.

En outre, à mesure que les semences sont brevetées, concentrées aux mains de quelques multinationales, modifiées et sélectionnées, c'est toute la diversité des cultures qui est mise en péril. Cette biodiversité cultivée et sauvage est non seulement la clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi la clé de l'adaptation des pratiques agricoles face aux aléas climatiques. Selon les techniques agricoles d'adaptation aux impacts des changements climatiques, les plantes et les pratiques agricoles doivent être sélectionnées de façon évolutive dans chaque terroir et par les paysans qui connaissent leur terre.

Monsanto et le business du climat : Prévenir, fournir, guérir

L'entreprise Monsanto est aujourd'hui le leader mondial du secteur des semences en général, et des OGM en particulier. Même si elle s'affiche de moins en moins directement ces dernières années et préfère exercer son influence au travers de groupements professionnels, l'entreprise s'intéresse de près à la COP21. En témoigne un récent tweet de sa filiale européenne, reprenant un article intitulé « La France veut plaider pour les technologies agricoles à la COP21 ». Car Monsanto prétend avoir développé ces dernières années de nombreuses « solutions » destinées à répondre aux enjeux supplémentaires que posent les impacts des changements climatiques aux agriculteurs.

En ce qui concerne les semences génétiquement modifiées pour s'adapter à des conditions climatiques diverses, Monsanto estime être « positionné pour livrer aux agriculteurs des produits résistants au changement climatique ». L'entreprise investit également dans la recherche et développement dans les pays du Sud, comme avec son programme « Maïs économe en eau pour l'Afrique ».

Mais Monsanto s'est engagé au-delà de la production agricole en rachetant le bureau d'étude américain Climate Corporation en 2014. Ce bureau d'étude est spécialisé dans la gestion des risques agricoles, marché estimé à 20 milliards de dollars. Il modélise des données agricoles et météorologiques et élabore des prévisions destinées à optimiser les récoltes. Il permet également à Monsanto de conseiller ses différentes semences aux agriculteurs, selon les scénarios. Et si un agriculteur est tout de même fortement impacté par une sécheresse ? Pas de problème : *via* le rachat de Climate corporation, Monsanto détient également l'entreprise Total Weather Insurance, qui proposera des polices d'assurances spécifiques.

Signataires

